

§ 3. Om de drie jaar na de evaluatie wordt een activiteitenverslag aan het parlement gezonden.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 13 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 330-1.

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. - Commissieamendementen, nr. 330-2.- Verslag, nr. 330-3. Vergaderingsamendementen, nr. 330-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 oktober 2016.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29609]

19 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière et fixant la procédure d'enregistrement comme aide-soignant

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 88;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2013 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier, et fixant la procédure d'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, et à la procédure d'enregistrement comme aide-soignant;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 59.815/2IV, donné le 25 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;
- 2° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
- 3° « loi » : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 4° « Agrément » : l'agrément visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 5° « titre professionnel particulier » : le titre professionnel particulier visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;
- 6° « qualification professionnelle particulière » : la qualification professionnelle particulière visée à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;
- 7° « enregistrement » : l'enregistrement visé à l'article 56 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

- 8° « infirmier » : les personnes visées à l'article 45, § 1, et § 1/1 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 9° « aide-soignant » : les personnes visées à l'article 59 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 10° « Commission » : la Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier visée à l'article 2 du présent arrêté;
- 11° « Collège » : le Collège des coordinateurs visé à l'article 6 du présent arrêté.

CHAPITRE 2. — *De la Commission d'agrément et du collège des coordinateurs :
Missions, composition et fonctionnement*

Section 1^{re}. — Composition

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué auprès du Ministère de la Communauté française une Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier.

§ 2. La Commission est composée de plusieurs sections réparties comme suit :

- 1° une section par titre professionnel particulier ou par qualification professionnelle particulière pour les praticiens de l'art infirmier;
- 2° une section commune à un titre particulier et à une qualification professionnelle particulière concernant la même spécialité, eu égard à l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;
- 3° une section relative à l'enregistrement des aides-soignants.

§ 3. Chacune des sections visées au paragraphe 2, 1°, est composée de six membres dont :

- 1° au moins trois membres sont porteurs du titre professionnel particulier concerné ou autorisés à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière concernée;
- 2° les autres membres sont titulaires d'un des diplômes, titres ou brevets visés à l'article 45, §1^{er}, de la loi.

§ 4. Lorsqu'il est créé une section commune visée au paragraphe 2, 2°, celle-ci est composée de huit membres dont :

- 1° au moins deux membres sont porteurs du titre professionnel particulier concerné ;
- 2° au moins deux membres sont autorisés à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière concernée;
- 3° le reste des membres sont titulaires d'un des diplômes, titres ou brevets visés à l'article 45, §1^{er}, de la loi.

§ 5. La section relative à l'enregistrement visée au paragraphe 2, 3°, est composée de six membres dont :

- 1° deux membres sont porteurs d'un enregistrement définitif pour les aides-soignants;
- 2° quatre membres sont titulaires d'un des diplômes, titres ou brevets visés à 45, § 1^{er}, de la loi.

§ 6. Pour chaque membre effectif, un suppléant peut être nommé aux mêmes conditions que les membres effectifs.

§ 7. La commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à des experts. Ceux-ci ont voix consultative.

Section 2. — Missions

Art. 3. La Commission a pour mission de :

- 1° remettre au Ministre, pour ce qui concerne chacune des sections visées à l'article 2, § 2, 1° et 2°, un avis motivé sur tout dossier de demande, de maintien, de retrait et de recouvrement de l'agrément relatif au titre professionnel particulier ou à la qualification professionnelle particulière concerné(e);
- 2° remettre au Ministre, pour ce qui concerne la section visée à l'article 2, § 2, 3°, un avis motivé sur tout dossier de demande et de retrait relatif à l'enregistrement d'aide-soignant;
- 3° remettre un avis d'initiative ou à la demande du Ministre, sur tout sujet relatif à l'agrément d'un titre professionnel particulier ou d'une qualification professionnelle particulière pour les praticiens de l'art infirmier ou relatif à l'enregistrement en tant qu'aide-soignant;
- 4° exercer un contrôle, visé au chapitre 7, à l'égard de tout infirmier qui porte un titre professionnel particulier ou qui se prévaut d'une qualification professionnelle particulière.

Chacune des sections de la Commission est réputée agir au nom de celle-ci pour les dossiers relevant de sa compétence.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 4. § 1^{er}. Les membres de la Commission sont désignés, par section, sur proposition des associations et organisations professionnelles des infirmiers et des aides-soignants, après appel public à candidature.

Sous réserve des conditions fixées à l'article 2, un même membre peut faire partie de différentes sections.

Les membres sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de quatre ans.

A l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin, après avis du collègue visé à l'article 6, au mandat du membre de la Commission qui aura fait notoirement preuve d'un manque d'assiduité aux réunions ou d'un manque d'intérêt pour les missions qui lui sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre pour achever le mandat en cours sur proposition des associations et organisations professionnelles des infirmiers et des aides-soignants.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission, chaque section désigne, en son sein, un coordinateur ainsi qu'un coordinateur-adjoint.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de chaque section.

§ 5. Les membres de la Commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 2, § 6, ont droit :

- 1° à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;
- 2° au remboursement des frais de parcours, alloué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la Commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 5. § 1^{er}. Les réunions de chaque section sont dirigées par le coordinateur ou, à défaut, par le coordinateur adjoint. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé remplace le coordinateur.

§ 2. La section ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié au moins des membres soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, le coordinateur ou, en son absence, le coordinateur-adjoint, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La section délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

§ 3. La section se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du coordinateur ou, en son absence, du coordinateur adjoint, est prépondérante.

§ 4. Les avis de la Commission doivent être motivés en faits et en droit.

§ 5. Les délibérations de la Commission sont secrètes.

Section 4. — Du Collège des coordinateurs

Art. 6. § 1^{er}. L'ensemble des coordinateurs de la Commission forme le Collège des coordinateurs, ci après dénommé « Collège ».

Le Collège désigne, en son sein, un président ainsi qu'un vice-président.

§ 2. Le Collège a pour missions de :

- 1° régler les activités de la Commission et de ses sections;
- 2° examiner les problèmes rencontrés par les différentes sections lors du traitement des demandes d'agrément ou d'enregistrement;
- 3° remettre au Ministre un avis sur la procédure d'agrément des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières des praticiens de l'art infirmier;
- 4° remettre au Ministre un avis sur la procédure d'enregistrement comme aide-soignant;
- 5° remettre au Ministre un avis sur le fonctionnement de la Commission d'agrément.

§ 3. Le Collège communique son avis dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande du Ministre. Sur demande motivée, le Ministre peut prolonger ce délai de deux mois supplémentaires.

L'avis du Collège comprend le résultat du vote ainsi que les notes de minorité.

Art. 7. Le Collège élabore un règlement d'ordre intérieur de la Commission, également applicable aux sections, qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

Les membres du Collège bénéficient des avantages prévus à l'article 4, § 5.

L'Administration assure le secrétariat du Collège.

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié au moins des coordinateurs soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, le président ou, en son absence, le vice-président, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. Le Collège délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

§ 2. Le Collège se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

CHAPITRE 3. — *De l'agrément des titres professionnels particuliers
et des qualifications professionnelles particulières*

Art. 9. La demande d'agrément visant à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière est adressée par le demandeur à l'Administration, soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe I, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée des pièces justificatives établissant que le demandeur satisfait aux critères d'agrément pour le titre professionnel particulier ou la qualification professionnelle particulière que le demandeur souhaite obtenir.

L'Administration envoie au demandeur un accusé de réception de sa demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Art. 10. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la section compétente de la Commission.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le demandeur par envoi recommandé.

La section compétente analyse les conditions de la demande sur la base des conditions fixées en exécution de la loi.

Art. 11. § 1^{er}. La section compétente se prononce sur la demande d'agrément dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

§ 2. La section compétente statue sur pièces. Si elle estime que celles-ci ne démontrent pas que les conditions d'agrément sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande à l'intéressé des éléments complémentaires et peut l'inviter à être entendu lors d'une de ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au demandeur dans un délai de trente jours. Sauf en cas d'urgence, le demandeur est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la section compétente statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Art. 12. § 1^{er}. En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable de la Commission, l'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis.

§ 2. Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande de l'intéressé.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande du demandeur ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 13. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

CHAPITRE 4. — *De la renonciation et du retrait d'agrément des titres professionnels particuliers
et des qualifications professionnelles particulières*

Section 1^{re}. — De la renonciation

Art. 14. L'infirmier qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé est tenu d'en informer par écrit le Ministre. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué retire l'agrément. L'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

Le praticien qui a renoncé au bénéfice de l'agrément peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci sera traitée conformément à la procédure décrite au chapitre 3.

Section 2. — Du retrait

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque l'infirmier ne répond plus aux critères d'agrément, le Ministre ou son délégué retire l'agrément soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission.

Avant toute mesure de retrait d'agrément, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la Commission.

L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant l'ensemble du délai dont il dispose en vertu des alinéas 3 et 6.

Le Ministre ou son délégué statue sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique à l'intéressé la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

§ 3. L'infirmerie dont l'agrément a été retiré, peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément conformément aux dispositions du chapitre 3.

CHAPITRE 5. — *De l'enregistrement comme aide-soignant*

Art. 16. La demande d'enregistrement comme aide-soignant est adressée par le demandeur à l'Administration, soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe II, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée des pièces justificatives établissant que le demandeur satisfait aux modalités d'enregistrement comme aide-soignant fixées à l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant.

L'Administration transmet au demandeur un accusé de réception de sa demande d'enregistrement dans un délai de trente jours.

Art. 17. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la section compétente de la Commission visée à l'article 2, § 2, 3°.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration invite le demandeur à lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration clôture la demande et en informe ensuite le demandeur par envoi recommandé.

Art. 18. La section relative à l'enregistrement analyse le dossier de la demande sur la base des conditions fixées à l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant.

Art. 19. § 1^{er}. La section relative à l'enregistrement de la Commission se prononce sur la demande d'enregistrement comme aide-soignant dans un délai de soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

§ 2. La section relative à l'enregistrement de la Commission statue sur pièces. Si elle estime que celles-ci ne démontrent pas que les conditions sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande au requérant des éléments complémentaires et peut l'inviter à être entendu lors d'une des ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au demandeur dans un délai de trente jours.

Sauf en cas d'urgence, le demandeur est invité par recommandé avec accusé de réception au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé. Il peut se faire assister d'un conseil. Si le demandeur, dûment convoqué, ne comparait pas, la section relative à l'enregistrement statue sur pièces. En cas d'absence justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Art. 20. § 1^{er}. En cas d'avis favorable, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe le demandeur dans un délai de trente jours par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la section relative à l'enregistrement, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande de l'intéressé.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la section relative à l'enregistrement, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la section relative à l'enregistrement de la Commission réexamine le dossier. A la demande du demandeur ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la section d'enregistrement de la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la section relative à l'enregistrement de la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La section relative à l'enregistrement de la Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend une décision sur la base du dernier avis de la section relative à l'enregistrement de la Commission.

Art. 21. L'Administration transmet la décision au demandeur dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Lorsque la décision du Ministre ou de son délégué est positive, l'attestation d'enregistrement mentionne la date à laquelle l'enregistrement prend cours.

CHAPITRE 6. — *De la renonciation et du retrait de l'enregistrement comme aide-soignant**Section 1^{re}. — De la renonciation*

Art. 22. L'aide-soignant qui ne désire plus bénéficier de l'enregistrement octroyé est tenu d'en informer par écrit l'Administration. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué retire l'enregistrement. L'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

La personne qui a renoncé au bénéfice de l'enregistrement peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'enregistrement. Celle-ci sera traitée conformément à la procédure décrite au chapitre 5.

Section 2. — Du retrait

Art. 23. Lorsque l'aide-soignant ne répond plus aux critères d'enregistrement, le Ministre ou son délégué retire l'enregistrement soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission.

Avant toute mesure de retrait d'enregistrement, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la Commission. L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la section relative à l'enregistrement aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé par envoi recommandé avec accusé de réception au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparaît pas, la section relative à l'enregistrement statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu des alinéas 2 et 5.

Le Ministre ou son délégué statue sur la base de l'avis rendu par la section relative à l'enregistrement.

§ 2. L'Administration communique à l'intéressé la décision du Ministre ou de son délégué par recommandé avec accusé de réception dans un délai de trente jours.

§ 3. L'aide-soignant dont l'enregistrement a été retiré, peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'enregistrement conformément aux dispositions du chapitre 5.

CHAPITRE 7. — *Contrôle, sanction et recouvrement de l'agrément pour un titre professionnel particulier ou une qualification particulière**Section 1^{re}. — Contrôle et sanction*

Art. 24. L'infirmier qui porte un titre professionnel particulier ou qui se prévaut d'une qualification professionnelle particulière peut faire l'objet d'un contrôle. L'intéressé en est informé par recommandé.

L'infirmier communique à la Commission, les documents attestant du respect des conditions fixées pour le maintien du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière concerné(e), endéans les trente jours à compter de la date de réception du courrier visé à l'alinéa 1^{er}. La Commission peut prolonger ce délai lorsque l'infirmier fait valoir des circonstances exceptionnelles et motivées.

Le contrôle ne peut porter que par période de quatre ans calculée à partir de la date d'agrément.

La Commission ne peut au plus tôt exercer de contrôle que quatre ans à dater de la date de l'agrément autorisant l'infirmier à porter le titre professionnel particulier ou à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière.

La Commission fournit annuellement au Ministre un rapport des contrôles effectués.

Art. 25. Après autorisation du Ministre ou de son délégué, une section de la Commission peut charger un ou plusieurs membres ou experts d'établir des rapports ou d'effectuer des enquêtes.

Une indemnité par enquête est allouée à la personne chargée par la section de la Commission d'agrément d'effectuer des contrôles. Le Ministre fixe le montant de ces indemnités.

Art. 26. Lorsqu'il est établi à la suite d'un contrôle que les conditions fixées pour le maintien du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière ne sont pas remplies, le Ministre ou son délégué peut suspendre l'agrément jusqu'à ce que les conditions soient à nouveau remplies.

Art. 27. § 1^{er}. Avant toute mesure de suspension d'agrément, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la Commission.

L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La Commission examine le dossier.

A sa demande ou à celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéas 2 et 5.

Le Ministre ou son délégué statue sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique à l'intéressé la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Section 2. — Recouvrement

Art. 28. En cas de suspension de l'agrément du titre professionnel particulier ou de la qualification professionnelle particulière, une demande en recouvrement d'agrément peut être adressée à l'Administration, et transmise à la section compétente de la Commission.

La demande de recouvrement est adressée par l'infirmier à l'Administration, soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe III, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration. Ce formulaire est accompagné des documents attestant que l'intéressé répond aux conditions de recouvrement fixées pour le titre professionnel particulier ou la qualification professionnelle particulière.

L'Administration envoie au demandeur un accusé de réception de sa demande de recouvrement dans un délai de trente jours.

La section compétente de la Commission se prononce sur la demande par avis motivé dans les soixante jours à dater de la réception de la demande de recouvrement par l'Administration.

Art. 29. § 1^{er}. En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou à son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci. L'Administration transmet au demandeur la décision dans un délai de trente jours.

§ 2. En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe le demandeur dans un délai de trente jours par envoi recommandé.

Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande de recouvrement du demandeur.

En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. A la demande de l'intéressé ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

§ 2. Le Ministre ou son délégué rend une décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 30. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

CHAPITRE 8. — Dispositions finales

Art. 31. Lorsque les critères d'agrément sont déterminés pour la première fois pour un nouveau titre particulier ou une nouvelle qualification particulière, le Ministre peut, par dérogation aux dispositions de l'article 2, § 2, et sur présentation des associations et organisations professionnelles représentatives des infirmiers et des aides-soignants, nommer pour la section concernée de la Commission, des membres qui ne sont pas agréés pour le nouveau titre particulier ou la nouvelle qualification particulière concerné(e), mais qui sont notoirement compétents en la matière.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er} sont nommés pour un mandat d'un an, sauf s'ils ont entre-temps été agréés dans ce nouveau titre particulier ou cette nouvelle qualification particulière. Dans ce cas, leur mandat prend fin en même temps que celui des autres membres de la Commission.

Art. 32. Les avis rendus par les membres francophones des instances compétentes entre le 1^{er} janvier 2016 et la date de nomination des membres visés à l'article 2 du présent arrêté sont réputés avoir été rendus par la Commission instituée au chapitre 2 du présent arrêté.

Art. 33. Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

Art. 34. L'arrêté royal du 18 avril 2013 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier, et fixant la procédure d'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, et la procédure d'enregistrement comme aide-soignant est abrogé.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 36. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Annexe 1

FORMULAIRE DE DEMANDE D'UN TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER OU D'UNE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE PARTICULIERE POUR LES INFIRMIERS

Date de réception de la demande

A COMPLETER PAR LE DEMANDEUR (en lettres majuscules s.v.p.)	
<input type="checkbox"/>	JE DEMANDE UN AGRÉMENT POUR LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER SUIVANT :
<input type="checkbox"/>	JE DEMANDE UN AGRÉMENT POUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE PARTICULIERE SUIVANTE:

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (*) Remplir obligatoirement									
(*) Nom ¹ :									
(*) Prénoms :									
(*) Adresse :						(*) N° :		Bte :	
(*) Code postal :			(*) Commune :						
Pays :									
Téléphone :					GSM :				
E-mail :					Fax :				
(*) Sexe :		M	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	(*) Nationalité :		(*) Langue :	
(*) Pays et lieu de naissance :							(*) Date de naissance :		/ /
(*) Numéro de registre national : _ _ . _ _ . _ _ _ _ - _ _					N° BIS ² :		_ _ _ _ _ _ _ _ _ _		

2. FORMATION DE BASE SUIVIE

¹ Uniquement le nom qui figure sur votre carte d'identité.
² Les personnes qui bénéficient de droits en matière de sécurité sociale et qui ne sont pas inscrites dans le Registre national (en général des personnes non-belges) peuvent obtenir un numéro bis géré par le registre de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Il est attribué à la demande d'une commune ou d'un CPAS. Le numéro bis est structuré de la même manière que le numéro national.

TYPE	Date du diplôme	N° Visa commission médicale
Infirmier breveté / gediplomeerde verpleegkundige / porteur du diplôme HBO5 in de		
Diplôme d'infirmier gradué / Bachelier en soins infirmiers		
Diplôme étranger assimilé et reconnu par les autorités compétentes	Date de(s) reconnaissance et/ou d'équivalence	
Autres (précisez) :		

Joindre les pièces justificatives (copie du diplôme ou du brevet).

NOM DE L'INSTITUTION OÙ VOUS AVEZ SUIVI CETTE FORMATION:					
Nom:					
Adresse:		N°:		Boîte:	
Code postal:		Commune:			
Pays:					
Téléphone :		Fax:			

3. FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPECIALISATION			
DÉNOMINATION DE LA FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPECIALISATION SUIVIE			
<i>Une seule spécialisation par demande</i>			
.....			
FORMATION SUIVIE du/...../..... au/...../.....			
NOMBRE TOTAL D'HEURES DE LA FORMATION COMPLEMENTAIRE OU SPÉCIALISATION SUIVIE (théorie et pratique):			
HEURES :		CREDITS ECTS :	

NOM DE L'INSTITUTION OÙ VOUS AVEZ SUIVI CETTE FORMATION:			
Nom:			
Adresse:		N°:	Boîte:
Code postal:		Commune:	
Pays:			
Téléphone:		Fax:	

Joindre le programme des cours (partie théorique et pratique).
Joindre les pièces justificatives (copie du diplôme ou du brevet).

4. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DES SOINS INFIRMIERS :			
INSTITUTION + N° AGREMENT INST.	SERVICE (dans lequel vous avez presté)	PERIODE (début et fin)	Nombres d'heures ETP

Joindre les pièces justificatives (attestation par l'employeur).

<p>Envoyez le présent formulaire et les pièces justificatives au:</p> <p>MINISTÈRE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES</p> <p>Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS)</p> <p>Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier Rue Adolphe Lavallée, 1- 1080 Bruxelles</p>	
Date:	
Prénom + nom:	
Signature:	

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 relatif à l'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière et relatif à la procédure d'enregistrement comme aide-soignant

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Annexe 2.

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT COMME AIDE-SOIGNANT

Date de réception de la demande

A COMPLÉTER PAR LE DEMANDEUR (en caractères d'imprimerie s.v.p.)

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR : (*) Remplir obligatoirement										
(*) Nom :										
(*) Prénoms :										
(*) Adresse :					(*) N :				Bte :	
(*) Code postal :				(*) Commune :						
Pays :										
Téléphone :					GSM :					
E-mail :					Fax :					
(*) Sexe :		M	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	(*) Nationalité :				(*) Langue :
(*) Pays et lieu de naissance :							(*) Date de naissance :		/ /	
(*) Numéro de registre national :		---.---.---.---			N° BIS ³ :		-----			
Joindre à cela une copie recto-verso de votre carte d'identité										

³ Les personnes qui bénéficient de droits en matière de sécurité sociale et qui ne sont pas inscrites dans le Registre national (en général des personnes non-belges) peuvent obtenir un numéro bis géré par le registre de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Il est attribué à la demande d'une commune ou d'un CPAS. Le numéro bis est structuré de la même manière que le numéro national

2. JE SOUHAITE INTRODUIRE UNE DEMANDE POUR L'ENREGISTREMENT SUIVANT :	
2. 1. ENREGISTREMENT DÉFINITIF (pas sur base de mesures transitoires) :	
<input type="checkbox"/>	<p>a. Vous possédez un certificat de réussite de la 1^{ère} année d'infirmier.</p> <p>Ou</p> <p>b. Vous possédez un certificat d'aide-soignant (que vous l'ayez obtenu ou non en suivant un trajet court de formation).</p>
2. 2. ENREGISTREMENT DÉFINITIF SUR BASE DES MESURES TRANSITOIRES :	
<input type="checkbox"/>	<p>Vous étiez employé le 13/02/2006 comme personnel soignant dans un établissement de soins ET</p> <p>a. Vous possédez un diplôme/certificat mentionné à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.</p> <p>Ou</p> <p>b. Vous pouvez présenter la preuve d'au moins 5 ans (ETP) d'activité dans un établissement de soins.</p>
2. 3. ENREGISTREMENT DÉFINITIF SUR BASE DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DANS L'AIDE À DOMICILE :	
<input type="checkbox"/>	<p>1. Au cours des dix années précédant votre demande, vous étiez pendant au moins cinq ans équivalent temps plein, employé comme personnel d'aide et d'accompagnement dans un ou plusieurs service(s) d'aide à domicile agréé(s), en contact direct et constant avec les bénéficiaires des prestations du personnel d'aide et d'accompagnement,</p> <p>ET</p> <p>2. vous possédez une attestation certifiant que vous avez suivi avec fruit une formation complémentaire théorique d'au moins 200 heures effectives dans les matières requises,</p> <p>ET</p> <p>3. vous possédez une attestation certifiant que vous avez suivi une formation pratique complémentaire de minimum 75 heures effectuée en milieu hospitalier, et/ou en maison de repos pour personnes âgées et/ou en maisons de repos et de soins agréées, et en contact direct et constant avec les bénéficiaires des prestations du personnel de soin.</p>

3. FORMATION (voir annexe I : formations)	
FORMATION / DIPLOME	DATE du diplôme / certificat
Veillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires (copie du diplôme, brevet, attestation ou certificat)	

4. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DANS LE DOMAINE DES SOINS ⁴			
ÉTABLISSEMENT + NUMÉRO D'AGRÉMENT DE L'ÉTABLISSEMENT	SERVICE (où vous avez travaillé)	PÉRIODE	
		DÉBUT	FIN

Veillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires (attestation de l'employeur)

ÉTABLISSEMENT OÙ VOUS TRAVAILLIEZ <u>au 13 février 2006</u>				
Nom :				
Type d'établissement :				
N° d'agrément de l'établissement :				
Adresse :		N° :		Bte :
Code postal :		Commune :		
Pays :				
Téléphone :		Fax :		

Veillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires (attestation de l'employeur)

<p>Veillez renvoyer le présent formulaire et les pièces justificatives à l'adresse suivante :</p> <p>MINISTÈRE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES</p> <p>Administration générale de l'Enseignement (AGE) Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (DGENORS)</p> <p>Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier Rue Adolphe Lavallée, 1- 1080 Bruxelles</p>	
(*) Date :	
(*) Prénom + Nom :	
<p>Je déclare que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes. <input type="checkbox"/></p>	

⁴ Cette information est indispensable si vous voulez bénéficier des mesures 2.2 et 2.3.

(*) Signature :	
------------------------	--

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 relatif à l'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière et relatif à la procédure d'enregistrement comme aide-soignant

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Annexe 3.

FORMULAIRE DE DEMANDE DE RECOUVREMENT D'UN AGREMENT POUR UN TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER OU UNE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE PARTICULIERE POUR LES INFIRMIERS

Date de réception de la demande

A COMPLETER PAR LE DEMANDEUR (en lettres majuscules s.v.p.)

JE DEMANDE LE RECOUVREMENT D'UN AGRÉMENT POUR LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER SUIVANT :

.....

JE DEMANDE LE RECOUVREMENT D'UN AGRÉMENT POUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE PARTICULIERE SUIVANTE :

.....

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

(*) Remplir obligatoirement

(*) Nom ⁵ :							
(*) Prénoms :							
(*) Adresse :				(*) N° :		Bte :	
(*) Code postal :		(*) Commune					
Pays :							
Téléphone :				GSM :			
E-mail :				Fax :			
(*) Sexe :		M	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	(*) Nationalité :	
(*) Pays et lieu de naissance :						(*) Langue :	
						(*) Date de naissance :	
						/ /	
(*) Numéro de registre national :		-- . -- . -- . -- . --		N° BIS ⁶ :		-- . -- . -- . -- . --	

2. LISTE DES FORMATIONS SUIVIES :

⁵ Uniquement le nom qui figure sur votre carte d'identité.

⁶ Les personnes qui bénéficient de droits en matière de sécurité sociale et qui ne sont pas inscrites dans le Registre national (en général des personnes non-belges) peuvent obtenir un numéro bis géré par le registre de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Il est attribué à la demande d'une commune ou d'un CPAS. Le numéro bis est structuré de la même manière que le numéro national.

INTITULE DE LA FORMATION	DATE	NOMBRE D'HEURES
NOMBRE TOTAL D'HEURES :		

Veillez joindre ici les pièces justificatives nécessaires

Veillez renvoyer le présent formulaire et les pièces justificatives
à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Administration générale de l'Enseignement (AGE)
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire
et de la Recherche scientifique (DGENORS)

**Direction de l'agrément des prestataires de soins de santé
Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier**
Rue Adolphe Lavallée, 1- 1080 Bruxelles

(*) **Date :**

(*) **Prénom + Nom :**

Je déclare que les informations contenues dans le présent formulaire sont exactes.

(*) **Signature :**

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 relatif à l'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière et relatif à la procédure d'enregistrement comme aide-soignant

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29609]

19 OKTOBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij de verpleegkundigen een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepskwalificatie te beroepen en tot vaststelling van de procedure voor de registratie als zorgkundige

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2013 betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkundige, en tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij de verpleegkundigen ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepskwalificatie te beroepen, en de registratieprocedure als zorgkundige;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.815/2/V, gegeven op 25 augustus 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties voor de beoefenaars van de verpleegkundige;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

- 1° “Minister” : de Minister bevoegd voor de erkenning van gezondheidszorgverleners;
- 2° “Bestuur” : de Algemene Directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 3° “wet” : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;
- 4° “erkenning” : de erkenning bedoeld bij artikel 86 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;
- 5° “bijzondere beroepstitel” : de bijzondere beroepstitel bedoeld bij artikel 86 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties voor de beoefenaars van de verpleegkundige;
- 6° “bijzondere beroepskwalificatie” : de bijzondere beroepskwalificatie bedoeld bij artikel 86 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties voor de beoefenaars van de verpleegkundige;
- 7° “registratie” : de registratie bedoeld bij artikel 56 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;
- 8° “verpleegkundige” : de personen bedoeld bij artikel 45, § 1, en § 1/1 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;
- 9° “zorgkundige” : de personen bedoeld bij artikel 59 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;
- 10° “Commissie” : de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkundige bedoeld bij artikel 2 van dit besluit;
- 11° “College” : het College van coördinatoren bedoeld bij artikel 6 van dit besluit.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenningscommissie en College van coördinatoren : opdrachten, samenstelling en werking**Afdeling 1. — Samenstelling***Art. 2.** § 1. Er wordt bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap een Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkundige opgericht.

§ 2. De Commissie wordt samengesteld uit meerdere afdelingen samengesteld als volgt :

- 1° een afdeling per bijzondere beroepstitel of per bijzondere beroepskwalificatie voor de beoefenaars van de verpleegkundige;
- 2° een afdeling die gemeenschappelijk is voor een bijzondere titel en een bijzondere beroepskwalificatie betreffende dezelfde specialiteit, rekening houdend met het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties voor de beoefenaars van de verpleegkundige;
- 3° een afdeling met betrekking tot de registratie van zorgkundigen.

§ 3. Iedere afdeling bedoeld bij paragraaf 2, 1°, bestaat uit zes leden waaronder :

- 1° minstens drie leden houder zijn van de betrokken beroepstitel of worden ertoe gemachtigd de betrokken bijzondere beroepskwalificatie te laten gelden;
- 2° de andere leden houder zijn van één van de diploma's, titels of brevetten bedoeld bij artikel 45, § 1, van de wet.

§ 4. Wanneer een gemeenschappelijke afdeling zoals bedoeld bij paragraaf 2, 2°, wordt opgericht, wordt deze samengesteld uit acht leden :

- 1° minstens twee leden zijn houder van de betrokken bijzondere beroepstitel;
- 2° minstens twee leden worden ertoe gemachtigd de betrokken bijzondere beroepskwalificatie te laten gelden;
- 3° de overige leden moeten titularis zijn van één van de diploma's, titels of brevetten bedoeld bij artikel 45, § 1, van de wet.

§ 5. De afdeling betreffende de registratie bedoeld bij paragraaf 2, 3°, bestaat uit zes leden waaronder :

- 1° twee leden die houder zijn van een definitieve registratie als zorgkundige;
- 2° vier leden die houder zijn van één van de diploma's, titels of brevetten bedoeld bij artikel 45, § 1, van de wet.

§ 6. Voor ieder werkend lid kan een plaatsvervanger aangesteld worden onder dezelfde voorwaarden als de werkende leden.

§ 7. De Commissie kan ook, indien ze dit nuttig acht, een beroep doen op deskundigen. Deze hebben raadgevende stem.

Afdeling 2. — Optrachten

Art. 3. De Commissie heeft als opdracht :

- 1° voor elke afdeling bedoeld bij artikel 2, § 2, 1° en 2°, een met redenen omkleed advies aan de Minister te verlenen over elk dossier van aanvraag in verband met de toekenning, het behoud, de intrekking en de vernieuwde toekenning van de erkenning met betrekking tot de betrokken bijzondere beroepstitel of de bijzondere beroepskwalificatie;
- 2° een met redenen omkleed advies aan de Minister te geven, wat betreft de afdeling bedoeld bij artikel 2, § 2, 3°, over elk dossier van aanvraag of intrekking van de erkenning betreffende de registratie als zorgkundige;
- 3° een advies op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister te geven, over elk onderwerp betreffende de erkenning van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepskwalificatie voor de beoefenaars van de verpleegkunde of betreffende de registratie als zorgkundige;
- 4° een controle uit te oefenen, bedoeld bij hoofdstuk 7, ten opzichte van elke verpleegkundige die houder is van een bijzondere beroepstitel of die een bijzondere beroepskwalificatie laat gelden.

Elke afdeling van de Commissie wordt geacht te handelen in naam van de Commissie voor de dossiers die onder haar bevoegdheid ressorteren.

Afdeling 3. — Werking

Art. 4. § 1. De leden van de Commissie worden, per afdeling, op de voordracht van de beroepsverenigingen en –organisaties van verpleegkundigen en zorgkundigen voorgedragen, na een openbare oproep tot kandidaten.

Onder voorbehoud van de voorwaarden bepaald bij artikel 2, kan eenzelfde lid deel uitmaken van verscheidene afdelingen.

De leden worden door de Minister benoemd voor een vernieuwbare periode van vier jaar.

Bij het verstrijken van hun mandaat behouden de leden hun ambt tot de vernieuwing van hun mandaat of, in voorkomend geval, tot in hun vervanging is voorzien overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. De Minister kan, na advies van het college bedoeld bij artikel 6, een einde maken aan het mandaat van het lid van de Commissie dat duidelijk blijkt zal gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hem worden toevertrouwd.

Wordt ambtshalve ontslagnemend het lid dat de hoedanigheden verliest waarvoor hij benoemd werd.

In geval van overlijden, van ontslag of van intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister, om het lopend mandaat te voleindigen, een nieuw lid, op de voordracht van de beroepsverenigingen en –organisaties van verpleegkundigen en zorgverleners.

§ 3. Bij de eerste vergadering volgend op de benoeming van de leden van de Commissie, stelt elke afdeling, uit haar leden, een coördinator, alsook een adjunct-coördinator aan.

§ 4. Het Bestuur neemt het secretariaat van de Commissie waar.

§ 5. De leden van de Commissie, alsook de deskundigen uitgenodigd krachtens artikel 2, paragraaf §6, hebben recht op :

- 1° een presentiegeld van tien euro per halve dag; de leden ambtenaren kunnen alleen erop aanspraak maken voor zover hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;
- 2° de terugbetaling van de reiskosten toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding stemt overeen met het bedrag voor een treinbiljet in de eerste klasse.

De leden van de Commissie worden toegelaten om hun persoonlijke voertuig te gebruiken voor verplaatsingen die vereist zijn voor hun deelname aan de vergaderingen van de Commissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat de Franse Gemeenschap zou betaald hebben bij het gebruik van de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's voortvloeiend uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijke voertuig.

Art. 5. § 1. De vergaderingen van elke afdeling worden gevoerd door de coördinator of, in zijn afwezigheid, door de adjunct-coördinator. In afwezigheid van beide bovenvermelde personen vervangt het oudste lid de coördinator.

§ 2. De Commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig op voorwaarde dat ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, roept de coördinator of, in zijn aanwezigheid, de adjunct-coördinator een nieuwe vergadering met dezelfde agenda bijeen. De Commissie kan dan geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 3. De afdeling spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, in zijn afwezigheid, van de ondervoorzitter, doorslaggevend.

§ 4. De adviezen van de Commissie moeten in feite en in rechte gemotiveerd worden.

§ 5. De beraadslagingen van de Commissie blijven geheim.

Afdeling 4. — College van coördinatoren

Art. 6. § 1. Alle coördinatoren van de Commissie vormen samen het College van coördinatoren, hierna “College” genoemd.

Het College stelt, uit zijn leden, een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 2. Het College heeft als opdracht :

- 1° de activiteiten van de Commissie en haar afdelingen te regelen;
- 2° de problemen ondervonden door de verscheidene afdelingen bij de behandeling van aanvragen om erkenning of registratie, te onderzoeken;
- 3° een advies aan de Minister te verlenen over de erkenningsprocedure voor de bijzondere beroepstitels en -kwalificatie van de beoefenaars van de verpleegkunde;
- 4° een advies aan de Minister te geven over de registratieprocedure voor de zorgkundigen;
- 5° een advies aan de Minister te geven over de werking van de Erkenningscommissie.

§ 3. Het College deelt zijn advies mede binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag van de Minister. Op met redenen omklede aanvraag, kan de Minister de termijn verlengen met twee bijkomende maanden.

Het advies van het College omvat het resultaat van de stemming alsook de minderheidsnota's.

Art. 7. Het College stelt een huishoudelijk reglement voor de Commissie op, dat tevens van toepassing is op de afdelingen, en dat, samen met de wijzigingen ervan, ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

De leden van het College genieten de voordelen bedoeld bij artikel 4, § 5.

Het Bestuur neemt voor het secretariaat van het College waar.

Art. 8. § 1. Het College beraadslaagt en beslist enkel geldig op voorwaarde dat minstens de helft van de coördinatoren aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt wordt, roept de voorzitter of, in zijn aanwezigheid, de ondervoorzitter, een nieuwe vergadering met dezelfde agenda bijeen. Het College kan dan geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. Het College spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, in zijn afwezigheid, van de ondervoorzitter, beslissend.

HOOFDSTUK 3. — Erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties

Art. 9. De aanvraag om erkenning van het recht om een bijzondere beroepstitel te kunnen voeren of een bijzondere beroepskwalificatie te laten gelden wordt door de aanvrager aan het Bestuur gestuurd, ofwel door het zenden van het formulier waarvan het model als bijlage I bij dit besluit gevoegd is, ofwel elektronisch volgens het procedé bezorgd door het Bestuur.

De aanvraag gaat samen met de verantwoordingsstukken waaruit blijkt dat de aanvrager aan de erkenningscriteria voldoet voor de bijzondere beroepstitel of de bijzondere beroepskwalificatie die de aanvrager wenst te bekomen.

Het Bestuur zendt aan de aanvrager een bericht van ontvangst van zijn aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen toe.

Art. 10. Wanneer het dossier volledig is, zendt het Bestuur het om advies aan de bevoegde afdeling van de Commissie toe.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Bestuur aan de aanvrager de ontbrekende documenten te bezorgen. Indien de aanvrager binnen de drie maanden na de aanvraag de ontbrekende documenten niet voorlegt om zijn dossier te vervolledigen, kan het Bestuur de aanvraag afsluiten en geeft het aan de aanvrager er bericht van per aangetekend schrijven.

De bevoegde afdeling onderzoekt de voorwaarden van de aanvraag op basis van de voorwaarden bepaald in uitvoering van de wet.

Art. 11. § 1. De bevoegde afdeling spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst door het Bestuur van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag.

§ 2. De bevoegde afdeling beraadslaagt op basis van de stukken overgezonden door de aanvrager. Als ze acht dat ze niet voldoende aantonen dat de vereiste voorwaarden vervuld zijn, kan ze beslissen het advies later uit te brengen. In dat geval vraagt ze de aanvrager aanvullende elementen en kan ze de aanvrager uitnodigen op één van haar latere vergaderingen om gehoord te worden.

Het Bestuur deelt deze beslissing aan de aanvrager mede binnen een termijn van dertig dagen. Behoudens bij noodgeval, wordt de aanvrager ervan op de hoogte gebracht minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

Art. 12. § 1. Als de Commissie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies.

Als de Commissie een ongunstig advies geeft, wordt de aanvrager door het Bestuur ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies.

§ 2. Wanneer de aanvrager het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag van de aanvrager.

§ 3. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de aanvrager een nota aan het Bestuur laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dergelijk geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de aanvrager of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de Commissie om mogelijks nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens vijftien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 13. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

HOOFDSTUK 4. — *Afstand en intrekking van de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepskwalificaties*

Afdeling 1. — Afstand

Art. 14. De verpleegkundige die niet meer wenst de erkenning te genieten, wordt ertoe gehouden de Minister ervan schriftelijk te verwittigen. In dat geval trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in. Het Bestuur bericht er de aanvrager per aangetekend schrijven van binnen een termijn van dertig dagen.

De beoefenaar die van het genot van de erkenning afstand heeft gedaan kan elk ogenblik een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal behandeld worden overeenkomstig de procedures beschreven in hoofdstuk 3.

Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 15. § 1. Wanneer de verpleegkundige niet meer aan de erkenningscriteria voldoet, trekt de Minister of zijn afgevaardigde de toegekende erkenning in ofwel op eigen initiatief ofwel op de voordracht van de Commissie.

Alvorens enige maatregel te treffen tot intrekking van de erkenning, geeft het Bestuur er bericht van aan de betrokkene per aangetekend schrijven en vraagt het advies van de Commissie aan.

De betrokkene kan het Bestuur een nota laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven.

Wanneer de betrokkene de inhoud van het aangetekend schrijven niet betwist, beraadslaagt de Commissie op basis van de stukken.

In geval van betwisting, deelt de betrokkene zijn op- en aanmerkingen mee. De Commissie onderzoekt dan het dossier.

Op de aanvraag van de betrokkene of die van de Commissie, wordt de betrokkene gehoord door de Commissie om elk nuttig geachte informatie mee te delen. Behoudens bij noodgeval, wordt de betrokkene minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden, ervan verwittigd.

De betrokkene kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

Op zijn aanvraag of op die van zijn raadsman, kan de betrokkene toegang krijgen tot zijn administratieve dossier binnen de termijn waarover hij beschikt krachtens het derde lid en het zesde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het advies van de Commissie.

§ 2. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

§ 3. De verpleegkundige van wie de erkenning werd ingetrokken, kan elk ogenblik een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal behandeld worden overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3.

HOOFDSTUK 5.— Registratie als zorgkundige

Art. 16. De aanvraag om registratie als zorgkundige wordt door de aanvrager aan het Bestuur gestuurd, ofwel door het zenden van het formulier waarvan het model als bijlage II bij dit besluit gevoegd is, ofwel elektronisch volgens het procedé ter beschikking gesteld door het Bestuur.

De aanvraag gaat samen met de verantwoordingsstukken waaruit blijkt dat de aanvrager aan de nadere regels voor de registratie als zorgkundige bedoeld bij artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 12 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige, voldoet.

Het Bestuur zendt aan de aanvrager een bericht van ontvangst van zijn aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen toe.

Art. 17. Wanneer het dossier volledig is, zendt het Bestuur het om advies aan de bevoegde afdeling van de Commissie bedoeld bij artikel 2, § 2, 3°, over.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt het Bestuur aan de aanvrager de ontbrekende documenten te bezorgen. Indien de aanvrager binnen de drie maanden van de aanvraag de ontbrekende documenten niet voorlegt om zijn dossier te vervolledigen, sluit het Bestuur de aanvraag af en geeft het aan de aanvrager er bericht van per aangetekend schrijven.

Art. 18. De afdeling bevoegd voor de registratie onderzoekt het dossier van de aanvraag op basis van de voorwaarden bedoeld bij artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 12 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige.

Art. 19. § 1. De afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie spreekt zich uit over de aanvraag om erkenning binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst door het Bestuur van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag.

§ 2. De afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie beraadslaat op basis van het dossier overgezonden door de aanvrager. Als ze acht dat het niet voldoende aantoonbaar dat de vereiste voorwaarden vervuld zijn, kan ze beslissen het advies later uit te brengen. In dat geval vraagt ze aan de aanvrager aanvullende elementen en ze kan de aanvrager horen gedurende één van haar latere vergaderingen.

Het Bestuur deelt deze beslissing aan de aanvrager mede binnen een termijn van dertig dagen.

Behoudens bij noodgeval, wordt de aanvrager uitgenodigd bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden. De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij, hoewel degelijk uitgenodigd, niet verschijnt, beslist de afdeling bevoegd voor de registratie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

Art. 20. § 1. Als de afdeling bevoegd voor de registratie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies.

Als de afdeling bevoegd voor de registratie een ongunstig advies geeft, wordt de aanvrager door het Bestuur ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies.

§ 2. Wanneer de aanvrager het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag van de aanvrager.

§ 3. In geval van betwisting van het ongunstig advies van de afdeling bevoegd voor de registratie, kan de aanvrager een nota aan het Bestuur laten worden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de aanvrager of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie om mogelijks nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens vijftien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede reden, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag op basis van het laatste advies van de afdeling bevoegd voor de registratie van de Commissie.

Art. 21. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze via aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Wanneer de beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde positief is, vermeldt het attest van registratie de datum waarop de registratie begint te lopen

HOOFDSTUK 6. — *Afstand en intrekking van de registratie als zorgkundige**Afdeling 1. — Afstand*

Art. 22. De zorgkundige die niet meer wenst de toegekende erkenning te genieten, wordt ertoe gehouden de Minister ervan schriftelijk te verwittigen. In dat geval trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in. Het Bestuur bericht er de aanvrager per aangetekend schrijven van binnen een termijn van dertig dagen.

De persoon die van het genot van de erkenning afstand heeft gedaan, kan elk ogenblik een nieuwe aanvraag om erkenning indienen. Deze zal behandeld worden overeenkomstig de procedures beschreven in hoofdstuk 5.

Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 23. § 1. Wanneer de zorgkundige niet meer aan de registratiecriteria voldoet, trekt de Minister of zijn afgevaardigde de toegekende erkenning in ofwel op eigen initiatief ofwel op de voordracht van de Commissie.

Alvorens enige maatregelen te treffen tot intrekking van de erkenning, geeft het Bestuur er bericht van aan betrokkene per aangetekend schrijven en vraagt het advies van de Commissie aan. De betrokkene kan het Bestuur een nota laten geworden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het aangetekend schrijven.

Wanneer de betrokkene de inhoud van het aangetekend schrijven niet betwist, beraadslaagt de Commissie op basis van de stukken.

In geval van betwisting, deelt de betrokkene zijn op- en aanmerkingen mee. De Commissie onderzoekt dan het dossier.

Op de aanvraag van de betrokkene of die van de Commissie, wordt de betrokkene gehoord door de Commissie om elk nuttig geachte informatie mee te delen. Behoudens bij noodgeval, wordt de betrokkene minstens vijftien dagen vóór de vergadering gedurende welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden, ervan verwittigd.

De betrokkene kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de afdeling bevoegd voor de registratie op basis van de stukken. In geval van behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

Op zijn aanvraag of op die van zijn raadsman, kan de betrokkene toegang krijgen tot zijn administratieve dossier binnen de termijn waarover hij beschikt krachtens het derde lid en het vijfde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het advies van de afdeling bevoegd voor de registratie.

§ 2. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of van zijn afgevaardigde bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht binnen een termijn van dertig dagen.

§ 3. De zorgkundige van wie de erkenning werd ingetrokken, kan te allen tijde een nieuwe aanvraag om erkenning indienen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 5.

HOOFDSTUK 7. — *Controle, sanctie en terugkrijgen van de erkenning voor een bijzondere beroepstitel of een bijzondere kwalificatie**Afdeling 1. — Controle en sanctie*

Art. 24. De verpleegkundige die een bijzondere beroepstitel voert of die een bijzondere beroepskwalificatie laat gelden kan worden gecontroleerd. De betrokkene wordt ervan bij aangetekend schrijven verwittigd.

De verpleegkundige deelt aan de Commissie, de documenten mee waaruit blijkt dat de voorwaarden bepaald voor het behoud van de betrokken bijzondere beroepstitel of van de bijzondere beroepskwalificatie in acht worden genomen, binnen de dertig dagen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven bedoeld bij het eerste lid. De Commissie kan deze termijn verlengen wanneer de verpleegkundige laat gelden dat er uitzonderlijke en met redenen omklede omstandigheden zijn.

De controle kan enkel betrekking hebben op één periode van vier jaar berekend vanaf de datum van de erkenning.

De Commissie kan een controle ten vroegste uitoefenen na vier jaar vanaf de datum van de erkenning waarbij de verpleegkundige ertoe gemachtigd wordt de bijzondere beroepstitel te voeren of de bijzondere beroepskwalificatie te laten gelden.

De Commissie bezorgt jaarlijks een verslag over de uitgevoerde controles aan de Minister.

Art. 25. Na machtiging door de Minister of zijn afgevaardigde, kan een afdeling van de Commissie één of meerdere leden of deskundigen belasten met het uitbrengen van verslagen of het uitvoeren van enquêtes.

Er wordt een vergoeding per enquête toegekend aan de persoon die ermee belast is door de afdeling van de Erkenningscommissie controles uit te voeren. De Minister bepaalt het bedrag van deze vergoedingen.

Art. 26. Wanneer blijkt dat ten gevolge van een controle de voorwaarden bepaald voor het behoud van de bijzondere beroepstitel of de bijzondere beroepskwalificatie niet vervuld worden, kan de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning schorsen totdat opnieuw aan de voorwaarden wordt voldaan.

Art. 27. § 1. Alvorens enige maatregel tot intrekking van de erkenning te treffen, licht het Bestuur de betrokkene hierover in bij aangetekende brief en wint het advies van de Commissie in.

De betrokkene kan het Bestuur een nota laten toesturen met zijn gemotiveerde op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de aangetekende brief.

Als de betrokkene de maatregel niet betwist, beslist de Commissie op basis van de stukken.

Bij betwisting deelt de betrokkene zijn op- en aanmerkingen mee. De Commissie onderzoekt het dossier.

Op zijn aanvraag of op aanvraag van de Commissie wordt de betrokkene door de Commissie gehoord om alle nuttige informatie te geven. Behoudens noodgeval, wordt de aanvrager minstens veertien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, hierover ingelicht.

De betrokkene kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, kan de Commissie beslissen op basis van de stukken. In geval van een met redenen omklede afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De betrokkene kan, op zijn aanvraag of op aanvraag van zijn raadsman, toegang krijgen tot zijn administratieve dossier tijdens de periode waarover hij beschikt overeenkomstig het derde en het zesde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van betrokkene op basis van het advies uitgebracht door de Commissie.

§ 2. Het Bestuur deelt de betrokkene de beslissing van de Minister of van zijn afgevaardigde mee binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekende brief aan de aanvrager meegegeed.

Afdeling 2. — Terugkrijgen van de erkenning

Art. 28. In geval van schorsing van de erkenning van de bijzondere beroepstitel of van de bijzondere beroepskwalificatie, kan een aanvraag om de erkenning terug te krijgen aan het Bestuur toegestuurd worden, en overgezonden aan de bevoegde afdeling van de Commissie.

De aanvraag om de erkenning terug te krijgen, wordt door de verpleegkundige aan het Bestuur gestuurd, ofwel door het zenden van het formulier waarvan het model als bijlage III bij dit besluit gevoegd is, ofwel elektronisch volgens het procedé bezorgd door het Bestuur. Dit formulier gaat samen met de verantwoordingsstukken waaruit blijkt dat de aanvrager aan de voorwaarden voldoet voor het terugkrijgen van de erkenning bepaald voor de bijzondere beroepstitel of de bijzondere beroepskwalificatie die de aanvrager wenst te bekomen.

Het Bestuur zendt aan de aanvrager een bericht van ontvangst toe van zijn aanvraag om de erkenning terug te krijgen, binnen een termijn van dertig dagen.

De bevoegde afdeling van de Commissie spreekt zich uit over de aanvraag bij een met redenen omkleed advies binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om de erkenning terug te krijgen door het Bestuur.

Art. 29. § 1. Als de Commissie een gunstig advies geeft, beslist de Minister of zijn afgevaardigde op basis van dit advies. Het Bestuur zendt aan de aanvrager de beslissing binnen een termijn van dertig dagen toe.

§ 2. Als de Commissie een ongunstig advies geeft, wordt de aanvrager door het Bestuur ervan op de hoogte gesteld, bij aangetekend schrijven, binnen een termijn van dertig dagen.

Wanneer de aanvrager het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de aanvraag om de erkenning terug te krijgen ingediend door de aanvrager.

In geval van betwisting van het ongunstig advies van de Commissie, kan de aanvrager een nota aan het Bestuur laten geworden met zijn met redenen omklede op- en aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dat geval, onderzoekt de Commissie het dossier opnieuw. Op aanvraag van de aanvrager of van de Commissie, wordt de aanvrager gehoord door de Commissie om mogelijks nuttige inlichtingen mee te delen. Behoudens noodgeval, wordt hij ingelicht minstens vijftien dagen voor de vergadering tijdens welke zijn dossier opnieuw onderzocht zal worden.

De aanvrager kan zich door een raadsman laten bijstaan. Als hij niet verschijnt, beslist de Commissie op basis van de stukken. In geval van een behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag van de aanvrager op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 30. Het Bestuur deelt aan de aanvrager de beslissing mede van de Minister of zijn afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekend schrijven aan de aanvrager meegegeed.

HOOFDSTUK 8. — Slotbepalingen

Art. 31. Wanneer de erkenningscriteria bepaald worden voor de eerste keer voor een bijzondere nieuwe titel of voor een bijzondere nieuwe kwalificatie, kan de Minister, in afwijking van de bepalingen van artikel 2, § 2, en op de voordracht van de representatieve beroepsverenigingen en –organisaties van de verpleegkundigen en zorgkundigen, voor de betrokken afdeling van de Commissie, leden benoemen die niet erkend worden voor de bijzondere nieuwe titel of voor de bijzondere nieuwe kwalificatie, maar waarvan de bevoegdheid terzake algemeen bekend is.

De leden bedoeld bij het eerste lid worden benoemd voor een mandaat van één jaar, behoudens als ze ondertussen erkend werden voor deze bijzondere nieuwe titel of voor deze bijzondere nieuwe kwalificatie. In dat geval, neemt hun mandaat een einde tegelijk met dat van de andere leden van de Commissie.

Art. 32. De adviezen uitgebracht door de Franstalige leden van de instanties bevoegd tussen 1 januari 2016 en de datum van de benoeming van de leden bedoeld bij artikel 2 van dit besluit, worden geacht door de Commissie ingesteld bij hoofdstuk 2 van dit besluit uitgebracht te zijn.

Art. 33. De dossiers die reeds in onderzoek waren op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden behandeld overeenkomstig dit besluit.

Art. 34. Het koninklijk besluit van 18 april 2013 betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde, en tot vaststelling van de erkenningsprocedure waarbij de verpleegkundigen ertoe gemachtigd worden een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, en de registratieprocedure als zorgkundige, wordt opgeheven.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 36. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE